

En démocratie, le gagnant peut être le perdant

Par [JFB](#) le mer 30/06/2010 - 11:42

Tous unis contre le Premier Ministre. Tel semble être le mot d'ordre en Slovaquie, où quatre partis de centre-droit sont sur le point de former une coalition gouvernementale afin d'évincer Robert Fico, actuellement en poste et pourtant vainqueur des élections du 12 juin, et de consacrer Iveta Radicova, leader des Chrétiens-Démocrates libéraux (SDKU-DS), comme première femme Premier Ministre de l'histoire du pays.

Un syndrome tchèque?

L'histoire est étrangement similaire au cas de figure tchèque survenu quelques semaines auparavant. Avec 62 des 150 sièges au Parlement, les Sociaux-Démocrates de R. Fico demeurent en effet le premier parti du pays. Mais ses actuels partenaires de coalition, le parti National Slovaque de Jan Slota (extrême-droite - SNS) et le LS-HZDS (Mouvement pour une Slovaquie démocratique), se sont effondrés. Ce qui laisse le champ libre au SDKU-DS, au parti Liberté et Solidarité (SaS), aux Chrétiens-Démocrates conservateurs (KDH) et au parti hongrois Most-Hid, qui occupent ensemble 79 sièges, pour former une alliance gouvernementale. Une possibilité que R. Fico a déjà accepté, malgré quelques tentatives de négocier un accord pour rester au pouvoir.

Le Premier Ministre aurait trop joué avec le feu, selon les analystes, notamment en flirtant avec le laxisme budgétaire en période de crise (6,8% de déficit public pour une contraction du PIB de 4,7% en 2009). Comme en République Tchèque, les électeurs semblent avoir fait un choix, conscients de devoir poursuivre une politique de rigueur jugée nécessaire. De même, le gouvernement se trouve pénalisé pour avoir activement participé à une radicalisation du discours politique, en particulier sur la question des minorités hongroises. Il n'est d'ailleurs pas le seul à en payer le prix puisqu'en parallèle du parti de J.Slota, le parti de la Coalition Hongroise (SMK), traditionnel représentant des Hongrois de Slovaquie, n'a même pas obtenu assez de voix pour entrer au Parlement. C'est l'outsider Most-Hid, créé en juin 2009 sur un programme appelant à dépasser les clivages communautaires, qui s'est imposé.

«Bonjour la Slovaquie! Le changement est à portée de main!»

Dimanche 13 juin, Iveta Radicova, professeure de sociologie et candidate malheureuse à l'élection présidentielle de 2009, saluait la victoire de son parti et promettait un changement de ton, sinon de politique. Ses vues sur l'action de son futur gouvernement: discipline fiscale, maîtrise de la dette publique (34,6% du PIB en 2009), création d'emplois et apaisement des relations avec la communauté hongroise et le gouvernement de Budapest. Un programme qui est rendu possible par une forte proximité idéologique entre les quatre partis de centre-droit, qui prônent l'austérité avant tout: ils s'accordent même sur un refus de participer au sauvetage financier de la Grèce, malgré de sévères critiques de leurs partenaires de la zone euro.

Malgré tout, le principal point commun de ces quatre partis semble être l'opposition au Premier Ministre actuel. Ce qui met en doute la viabilité de la coalition sur le long terme. Le KDH a d'ores et déjà annoncé que le «Pacte de Moralité du Vatican», qui condamne, entre autres, l'avortement, devrait faire partie de tout programme commun. Le risque est donc réel de voir l'exécutif slovaque paralysé: ce parti est déjà responsable de la chute d'un gouvernement en 2006 pour des raisons similaires.

Dans l'immédiat, le nouveau gouvernement pourrait se consacrer au réchauffement des relations avec la Hongrie voisine, notamment sur la question de la loi sur la langue ou de la double- citoyenneté, offerte par Viktor Orbán quelques jours avant le scrutin. Il est encore trop tôt pour pronostiquer la fin de la "guerre froide" que se livrent Bratislava et Budapest depuis quelques années, mais l'effondrement des extrémistes ouvre de nouvelles perspectives. Il reste à voir si Viktor Orbán saisira la balle au bond, si elle est lancée.

Sébastien Gobert

•
Catégorie

Agenda Culturel